

# *Clameur en Colombie contre la présence injuste de Cuba sur la liste des terroristes*

---

Image not found or type unknown



Bogotá, 18 mai (RHC) Les multiples demandes adressées par la Colombie aux États-Unis pour retirer Cuba de la liste des pays prétendument parrains du terrorisme sont entendues aujourd'hui par les groupes de solidarité et par le gouvernement lui-même.

Le plus récent est celui du chancelier Luis Gilberto Murillo, qui a déclaré à la presse locale qu'il était injuste de maintenir l'île dans cette catégorie.

Depuis le siège du ministère des Affaires étrangères, le chef de la diplomatie a salué la décision de Washington de retirer la nation de la liste des pays qui ne coopèrent pas pleinement avec le terrorisme, mais a souligné que sa suppression de l'autre désignation qui, comme il l'a déclaré, c'est très nocif pour son peuple.

Il a déclaré qu'à cette fin, les instructions du président Gustavo Petro d'insister auprès du gouvernement des États-Unis pour qu'il retire définitivement Cuba de cette liste ont été suivies.

Les déclarations de Murillo faisaient suite à la publication d'une déclaration du ministère des Affaires étrangères appelant à l'annulation de la désignation injuste de Cuba comme État soutenant le terrorisme.

À l'époque, a-t-il reconnu, l'île était essentielle pour la signature de l'accord de paix avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC-EP) et, actuellement, dans les dialogues en cours avec l'Armée de libération nationale (ELN). ) dans le cadre de la politique de paix du gouvernement national.

Cette déclaration a été rejointe par le président Gustavo Petro, qui a également estimé que le rétablissement complet des relations diplomatiques et économiques entre La Havane et Washington continue d'être un objectif qui bénéficierait avant tout à leur peuple.

La veille également, le Groupe d'amitié entre le Congrès de Colombie et l'Assemblée nationale du pouvoir populaire de Cuba (Parlement monocaméral) a demandé aux États-Unis de supprimer les mesures punitives contre Cuba, qui, a-t-il souligné, impliquent des mesures économiques lourdes qui frappent directement Cuba. à ses citoyens.

Il a également exhorté le gouvernement américain à reconsidérer sa position à l'égard de la nation caribéenne et à promouvoir une politique respectueuse de sa souveraineté.

Parallèlement, le Mouvement colombien de solidarité avec Cuba a réitéré son rejet du caractère génocidaire de la politique des États-Unis contre l'île, en maintenant et en approfondissant le blocus économique, commercial et financier contre son peuple.

À travers une déclaration, cette organisation a souligné combien illogique est le comportement de Washington, qui élimine le pays antillais de la liste des nations qui ne coopèrent pas pleinement contre le terrorisme, mais maintient la catégorie d'État sponsor du terrorisme.

Il a toutefois souligné combien Cuba souffre des attaques lancées depuis le sol américain et a dénoncé la protection dont bénéficient les criminels notoires, comme en témoigne le cas d'Alexandre Alazo, déclaré innocent par un tribunal de ce pays après avoir attaqué l'ambassade de Cuba à Washington. (PL)

---

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/nacionales/355020-clameur-en-colombie-contre-la-presence-injuste-de-cuba-sur-la-liste-des-terroristes>



**Radio Habana Cuba**